

## Logements urbains

## Cent ans de loyers abordables et mille personnes sur liste d'attente

**La Société coopérative d'habitation Lausanne, fondée pour loger les employés PTT, CFF, des enseignants, continue d'acheter, construire, loger à bas prix et rénover. Inlassablement.**

Cindy Mendicino

Il nous reste juste assez de temps pour vous dire que cette année, la SCHL a fêté ses 100 ans. Enfin, pas vraiment. La pandémie a renvoyé les festivités à 2021, histoire de permettre aux 7120 membres de la Société coopérative d'habitation Lausanne de faire honneur à leur logeur. Une grande fête est prévue dans les jardins de Beau lieu au mois de septembre.

D'ici là, un petit point sur cet acteur incontournable du paysage immobilier lausannois s'impose. C'est donc en 1920 qu'est créée la SCHL. Le but? Pallier la pénurie et l'insalubrité des logements, surtout pour une certaine catégorie de la population qui peine à trouver un appartement au loyer abordable. Il y a un siècle, les villes cherchaient ainsi déjà une solution qu'elles n'ont pas encore trouvée.

Le directeur Ilhan Büchler se dit heureux du dynamisme de sa société et ne déplore qu'une chose: «Nous manquons de place! À Lausanne, les terrains sont trop rares. C'est aussi pour cela que nous avons élargi au reste de la couronne lausannoise puis au canton.» Alors que tout était parti des petites maisons ouvrières de l'avenue de Morges, on trouve désormais des constructions à Busigny, Cheseaux-sur-Lausanne ou encore Orbe.

#### Seule à bord

«Face au manque de terrains, nous allons de plus en plus acheter des immeubles déjà construits, raconte Ilhan Büchler. Les opérations de démolition-reconstruction sont de plus en plus fréquentes. Nous souhaitons rénover ou construire de manière durable en favorisant la vie sociale et le bien habiter. Mais le pourcentage de logements à loyers abordables des coopératives est encore trop faible. Nous avons besoin du soutien des communes pour ré-



**Avenue de Morges 115**  
Construit en 1921, voici le premier ouvrage de la SCHL. Les petites maisons ouvrières toutes proches ont, elles, été vendues.

FLORIAN CELLA



**Boisly**  
L'ensemble d'immeubles de Boisly, construit dans les années 1960, sera rénové l'année prochaine.

FLORIAN CELLA



**Cojonnex**  
Un projet inauguré début 2019.

VANESSA CARDOSO

pondre à cette demande de la population vaudoise, encore exprimée lors des votations de février 2020.»

La SCHL a avant tout fonctionné en menant ses projets d'habitation de bout en bout. Achat de parcelles, construction, location,

gestion, rénovation... Tout est dans les mains des sociétaires. Ou plutôt du conseil d'administration qu'ils se choisissent.

«Avec environ cent immeubles à gérer, nous sommes proches du travail d'une grande entreprise, explique Claude Waelti, pré-

sident. Sauf que le conseil d'administration est composé de locataires qui s'expriment sur les options présentées avec le regard de gens directement concernés.»

Le même type de personnes qui étaient à l'origine sociétaires de la structure fondée par la fa-

tière des syndicats des cheminots, postiers et douaniers et dirigée par un employé de La Poste, un journaliste municipal et un architecte pour loger les ouvriers et petits fonctionnaires? «Pas du tout», lâche Claude Waelti.

#### Des parts pour leur bébé

Il faut savoir que la SCHL n'a pas pour habitude de fouiner dans les revenus de ses sociétaires. N'importe qui peut s'inscrire en achetant des parts. «Beaucoup de parents offrent aussi des parts sociales à leur bébé!» Personne n'est en outre renvoyé de son appartement en cas de changement de situation familiale ou financière. «Sauf si quelqu'un se met à ne plus du tout payer.»

C'est donc une composition sociale hétéroclite qu'on retrouve dans les immeubles de la société coopérative. Et la liste de ceux qui voudraient rejoindre ce type d'habitat est longue. Un millier de personnes sont inscrites sur les listes d'attente. Parmi elles, toutefois, figurent beaucoup de déjà logés qui souhaitent changer d'appartement. La liste ne devrait donc pas dissuader des personnes souhaitant adhérer à ce type d'habitat particulier.

Il n'y a d'ailleurs pas que les loyers qui attirent les gens, soulignent Ilhan Büchler et Claude Waelti. Dans de nombreux immeubles ou quartiers, des associations et initiatives d'habitants ont vu le jour. «Il est clair que le modèle de la SCHL répond à un besoin de la société, dit ce dernier. Elle favorise la création de liens. Nous pensons d'ailleurs de plus en plus à la possibilité, lorsque l'envie est exprimée, de libérer un appartement pour en faire un local communautaire que l'ensemble des gens pourrait s'approprier.»

#### En chiffres

**Membres** 7120  
**Immeubles** 91 (170 entrées)  
**Logements** 2044, dont 1654 de marché libre et 390 subventionnés  
**Total du bilan** 421 millions de francs  
**Capital social** 57 millions  
**Revenu locatif annuel** 28 millions  
**Domaine foncier** 214'652 mètres carrés dont 76'618 en droit de superficie  
**Total des objets gérés (y compris pour des tiers)** 6500 dont 3700 logements  
**C.I.M.**

## Montreux Libre et Le Centre s'unissent

### Élections communales

**Les deux partis, qui soutiennent la candidature de Susanne Lauber Fürst à la Municipalité, veulent décloisonner les deux blocs de gauche et droite.**

Montreux Libre accueillera les candidats du parti Le Centre sur sa liste pour les élections communales de mars prochain. «Cette alliance s'est faite de façon naturelle, tenant compte, entre autres, de l'historique des collaborations entre nos deux partis cantonaux, explique Emmanuel Gétaz, président de groupe Montreux Libre. Les Libres et Le Centre (ex-PDC) ont formé ensemble un groupe politique au Grand Conseil, jusqu'à la démission du dernier député PDC pour des raisons professionnelles.»

«Réunir des forces politiques qui ont une même vision est essentiel.»



**Susanne Lauber Fürst,**  
présidente de Montreux Libre

«C'est une renaissance. Et c'est aussi un renouveau par le changement de nom.»



**Jean-Marc Fridez,**  
président du parti Le Centre

En s'alliant, Montreux Libre et Le Centre entendent décloisonner les deux grands blocs politiques de gauche et droite en créant une troisième force politique sous le slogan «Réunir pour réussir l'avenir de Montreux». Les deux partis soutiendront la candidature de Susanne Lauber Fürst à la Municipalité. «Elle réussit à réunir les gens, que ce soit dans sa vie professionnelle, associative ou politique», estime Jean-Marc Fridez, président du parti Le Centre Montreux. Qui se réjouit de cette association permettant à des candidats de son parti de se présenter à nouveau à Montreux: «C'est une renaissance, le PDC ayant déjà été représenté au Conseil communal de Montreux dans les années 90. C'est aussi un renouveau par le changement de nom. Comme par le passé notre parti veut être le trait d'union entre la gauche et la droite par la recherche du consensus au travers d'un dialogue constructif.»

Pour sa part, Susanne Lauber Fürst, présidente de Montreux Libre, considère que la création de cette nouvelle force politique répond à une demande des Montreuxiens: «La population veut que nos autorités politiques travaillent ensemble afin de relever les défis économiques, écologiques et sociaux à venir. Réunir des forces politiques qui ont une vision partagée de la manière de travailler au service de la commune est essentiel.»

**Claude Béda**

## Les déchets encombrants prendront le train pour Lausanne

**Lutte contre le CO<sub>2</sub>**  
Le contenu des bennes de 60 communes de la Côte sera broyé à Gland et envoyé à Tridel par rail. Fini les trajets en camion.

Depuis l'ouverture de sa station de transfert route rail à Gland en 2016, la Sadec (Société anonyme pour le traitement des déchets de la Côte) achemine chaque année environ 16'000 tonnes d'ordures ménagères par voie ferroviaire à l'usine d'incinération Tridel, à Lausanne. Un transfert qui permet de soulager l'autoroute Genève-Lausanne d'environ 1500 trajets en ca-

mion par an. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, les déchets encombrants, préalablement broyés et compactés à Gland, pourront prendre le même chemin que les ordures ménagères.

Cette organisation a été rendue possible par une collaboration avec Sotridec, voisine de la Sadec. Cette société spécialisée dans le tri et la valorisation des déchets s'est équipée d'une installation de broyage mécanique permettant de réduire en miettes les imposants déchets encombrants collectés dans les déchetteries communales de la région. Ces déchets sont ensuite écrasés et compactés dans des bennes posées sur les wagons

«Ce sera une opération gagnant-gagnant, tant du point de vue écologique qu'économique.»

**Didier Christen,**  
directeur de la Sadec

du train. Dans les déchetteries communales, la benne de déchets encombrants a un poids moyen de 2,9 tonnes. Autant dire que par la route, les camions transportent beaucoup de vide, alors que le

contenu compacté dans une benne à Gland pèsera entre 10 et 12 tonnes. Et on peut mettre trois bennes par wagon.

«Ce sera une opération gagnant-gagnant pour tous les partenaires, tant du point de vue écologique qu'économique», s'exclame Didier Christen, directeur de la Sadec, qui comprend 60 communes membres, de Berolle à Mies. Ce sont à nouveau plus de 1000 allers-retours sur l'autoroute qui seront évités chaque année. En plus, il y aura un meilleur tri des déchets qui partiront à l'usine Tridel puisque Sotridec a les moyens de sortir ce qui peut encore être valorisé, comme le bois et la ferraille.»

Au bout de la chaîne, précise-t-il encore, il y aura moins de matériaux incinérés, donc une diminution des scories à enfouir dans des décharges dont personne ne veut.

Enfin, le directeur de la Sadec explique que les économies importantes qui seront réalisées par les communes sur leurs coûts de transport permettront de couvrir les frais de broyage et de compactage des déchets encombrants par Sotridec. «Dans la majeure partie des communes, il restera même encore un solde en leur faveur.» Les 60 communes concernées disposent d'une période de transition de six mois pour adapter leur logistique. **Yves Merz**